

Zeitschrift: ASMZ : Sicherheit Schweiz : Allgemeine schweizerische Militärzeitschrift
Herausgeber: Schweizerische Offiziersgesellschaft
Band: 137 (1971)
Heft: 11

Artikel: Integration der Artillerie in das Abwehrrdispositiv
Autor: Gross, Peter
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-46813>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 14.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

qui défendent la thèse officielle font-ils réellement preuve de toute l'objectivité nécessaire?

L'objectivité ne saurait s'appuyer sur des chiffres hélas trop souvent sujets à caution ou sur des données hypothétiques imaginées de toutes pièces dans les exercices du temps de paix. Elle est à notre avis bien davantage une attitude inspirée d'une appréciation raisonnable de ce que seraient nos possibilités en temps de guerre.

La capacité unitaire des avions

Il est une notion largement répandue dont l'usage abusif est en train de fausser les données du débat, c'est celle de l'«avion de combat léger». Le qualificatif *léger* est de plus en plus souvent avancé par ceux qui prétendent qu'il n'y a que deux catégories d'avions d'appui tactique, les lourds qui font sérieux et les légers qui ne le font pas! En fait, cette discrimination ne veut rien dire du tout. Il y a simplement différents avions conçus selon des cahiers des charges particuliers. Du reste la légèreté, toute relative, de certains matériels n'est pas nécessairement un défaut. Elle peut être même dans certains cas une qualité. Un avion biréacteur qui, pour 9 t au décollage emporte quatre bombes de 1000 livres, soit le double du «Venom» et autant que le «Hunter», peut-il être honnêtement qualifié d'avion léger?

Il y a une relation qu'il est presque superflu de rappeler ici, celle qui existe entre le poids à vide d'un avion et son poids à pleine charge. La charge militaire, la puissance, l'autonomie et finalement le poids de l'avion font l'objet d'une certaine harmonisation. Or plus un avion est lourd et plus son infrastructure se complique. Il faut rallonger et renforcer les pistes, construire des installations de maintenance coûteuses, développer la sécurité et la défense. Il se produit alors avec les bases un phénomène analogue à celui que nous avons constaté avec les avions. Plus les aérodromes coûtent cher et moins on peut en avoir, d'où une concentration obligatoire. Or la centralisation des moyens va exactement à l'encontre d'une saine politique de défense qui veut précisément que, dans une phase critique, ces moyens soient dispersés. C'est là que le facteur légèreté devient un précieux avantage. Seul un avion relativement léger peut être équipé d'un train d'atterrissage lui permettant de se libérer en cas de besoin des grandes pistes en dur et d'être basés sur des terrains secondaires moins faciles à repérer et à détruire. Si l'on veut parler de dissuasion pour l'aviation, le mieux serait de commencer par là!

Reste la question de la charge militaire elle-même. Le système d'arme qu'un avion emporte est une chose, et son efficacité au combat en est une autre. Il ne faudrait pas les confondre. On nous dit que seul un système de visée très perfectionné peut permettre d'atteindre un objectif fortement défendu par une DCA radarisée. Rappelons tout d'abord que l'avion qui a le plus de chances d'être proposé n'est pas le seul à disposer d'un système de tir fournissant tous les éléments nécessaires pour un bombardement correct. Relevons ensuite que, dans des conditions telles que les nôtres, il serait dans la plupart des cas bien difficile à un pilote emportant dix bombes de 1000 livres de les larguer simultanément ou en une seule série de manière à ce que toutes obtiennent une efficacité au but suffisante. Il y aurait un fort gaspillage. Soulignons-le enfin, car bien des gens semblent l'oublier, les attaques ne seront couronnées de succès que dans la mesure où les objectifs désignés auront été exactement repérés, identifiés et photographiés. Le meilleur pilote à bord du meilleur avion ne peut rien faire s'il n'arrive pas à localiser et à apprécier avec précision les objectifs qu'il a la

charge de détruire. Or en temps de guerre, notre reconnaissance aérienne n'aurait pas la tâche facile.

Ces quelques remarques devraient nous aider à comprendre que la capacité maximum d'un avion de combat ne peut être appréciée en valeur absolue, mais doit être considérée avant tout comme un plafond. A quoi sert-il désormais de placer ce plafond trop haut, alors que nous savons très bien que les conditions dans lesquelles nous aurons à nous battre ne nous permettront pratiquement jamais de l'atteindre!

L'évolution actuelle place les instances politiques et militaires devant des responsabilités de plus en plus difficiles à assumer. Or, nous en sommes convaincu, la complexité croissante des matériels rend de plus en plus aléatoire leur engagement dans les conditions de la guerre. Seule à notre avis une solution plus conforme à nos possibilités que celle qu'on nous prépare permettra à notre force aérienne de remplir sa mission. C'est dans cette optique qu'il faudra bien qu'on se résolve finalement à aborder la question de l'achat d'un nouvel avion de combat.

Integration der Artillerie in das Abwehrrdispositiv

Major Peter Groß

Einleitung

Gegenstand der nachfolgenden Darlegungen ist, wie im Rahmen eines Abwehrrdispositivs aus den uns heute in erster Linie zur Verfügung stehenden Mitteln (gezogene Artillerie) im hauptsächlichsten Kampfraum (Mittelland) das Optimum herausgeholt werden kann. Manöverübungen der letzten Jahre haben maßgeblichen Einfluß auf die hier vertretene Auffassung.

Panzerabwehr im Stellungsraum

Entgegen manchmal geäußerten Ansichten ist die Artillerie – relativ gesehen – stark an Panzerabwehrmitteln (Geschütze, Anzahl Raketenrohre). Dementsprechend soll sie nicht im Nebengelände, das allenfalls auch mit AC-Waffen neutralisiert wird, Stellung beziehen, sondern dort, wo ohnehin Stützpunkte zu bilden sind. Daraus ergibt sich, daß jede Geschützatterie das Gerippe für einen Stützpunkt bildet. Sie kann dies aber nicht völlig allein. Sie benötigt infanteristische Kräfte, und zwar im Prinzip pro Batterie einen Füsilierzug. Es wäre nämlich sicherlich falsch, die Geschützbedienungen ausgerechnet im Momente eines direkten Angriffes auf die Stellung zu verringern und damit den Erfolg des Einsatzes der Geschütze im Direktschuß in Frage zu stellen. Die Füsilier (oder Grenadiere) wären in der Lage, das Panzerabwehrrdispositiv der Geschütze durch Raketenrohre, Minen, Sprengmittel usw. zu ergänzen, die Beobachtung und Alarmierung sicherzustellen, ganz abgesehen davon, daß sie als Fachleute beim Ausbau des Stützpunktes maßgeblich mitzuwirken hätten.

Für den infanteristischen Führer geht es bei der Zurverfügungstellung von Füsilieren keinesfalls um eine Zersplitterung und Verminderung seiner Kräfte, etwa zwecks Bewachung der Artilleriestellungen analog einer Kommandopostenbewachung. Im Gegenteil, er gewinnt mit dem Einsatz minimaler eigener Kräfte

starke Stützpunkte: Auf Stufe Division gesehen, sind 4 Füsilierkompanien (pro Artillerieabteilung 1 Kompanie) nötig, um 12 neue, mindestens kompaniestarke Stützpunkte zu gewinnen. Bei der Grenzdiveision erhält man mit 3 Füsilierkompanien (1 Füsilierbataillon) 9 Kompanie/Batterie-Stützpunkte.

Schußbereitschaft und Fliegerabwehr

Mit Beginn 1972 sollen die Flabzüge der Artillerie zu den Flieger- und Fliegerabwehrtruppen übertreten. Eine Artillerie in feuerbereiter Schießstellung ohne Flabschutz ist jedoch undenkbar. Die einzige Möglichkeit liegt darin, die Geschütze in Lauerdeckung, das heißt in Garagen, Scheunen, Fabrikliegenschaften, bereitzuhalten und die Schießstellung nach Bedarf beziehen zu lassen. Erfahrungen haben gezeigt, daß die Feuerstellung, gut vorbereitet und einmal eingeübt, sehr rasch bezogen werden kann. Bei normaler Bodenbedeckung sind die Normzeiten für eine Schwere-Haubitzen-Batterie nur 6 Minuten (technisch bereit) beziehungsweise 10 Minuten (technisch bereit und getarnt) – beide Zeiten ab Auslösung gerechnet.

Ein solches Vorgehen hat aber zwei Nachteile: Die Artillerie sollte in der ersten Phase des Kampfes, analog den Notfeuern, batterieweise auf mögliche Luftlanderäume schußbereit sein, unter selbstverständlicher Sicherstellung der Verbindung. Zu diesem Zweck soll für jede Batterie ein Schießkommandant in einem eigenen Zweierfunknetz das Feuer auslösen können. Die Schüsse sind somit in weniger als 1 Minute im Ziel (Übermittlung plus Flugzeit). Der zweite Grund liegt in der Stützpunktidee. Ist einmal die Lauerdeckung verlassen und das Feuer eröffnet worden, so ist die Wahrscheinlichkeit groß, daß der Stützpunkt erkannt ist, auch wenn nach Feuerende die Lauerdeckung oder «Garage» wieder bezogen wird.

Es ergibt sich somit folgende Forderung: Der Batteriestützpunkt ist durch mindestens einen Flabzug zu schützen.

Artillerieinterne Konsequenzen für den Stellungsraum

In kurzen Zügen sollen die Konsequenzen bezüglich des Stellungsraums aufgezeigt werden.

Die Batteriestellungen einer Abteilung werden nicht mehr innerhalb von etwa 2 km² liegen, sondern dort, wo die Stützpunkte aus taktischen Erwägungen zu bilden sind, und zwar praktisch stets an Dorfrändern, was auch aus artilleristischen Gründen zweckmäßig ist (Deckung, Tarnung, Betrieb auf längere Zeit). Durch diese Anordnung wird das sogenannte Mitschleppverfahren hinfällig; jede Batterie muß für sich selber auswerten.

Eigenständige Fahrzeugdeckungen gibt es nicht. Die Staffeln 2, 4 und 5 sind in Batteriestützpunkte zu integrieren, wobei die Teile dieser Staffeln, die an sich von einer Batterie stammen (Feuerleitstelle, Train), sowie eventuell ein Teil der Staffel 4 zum entsprechenden Batteriestützpunkt gehören. Die Führung der zentralen Abteilungsstaffeln oder Staffelteile ist permanent zu regeln; dies gilt vor allem für die Staffel 2, denn diese Elemente haben ihre spezifische Funktion auszuüben, und ein Wechsel der Führung zwischen Verschiebung und stationärem Einsatz (Dienstbetrieb!) ist unsinnig, ganz abgesehen davon, daß die Verschiebungen keine allzu große Bedeutung mehr haben (abgesehen von Schulungszwecken). Als Kommandant der Staffel 2 ist ein Subalternoffizier der Stellungsraumbatterie einzusetzen, der die Leute kennt.

Die Geschütz batteriekommandanten als Stützpunktkommandanten werden in ihrer Funktion wesentlich aufgewertet. Sie haben vor allem eine eigenständige taktische und führungs-mäßige Aufgabe und weniger eine technische. Für zentrale

Abteilungsaufgaben können sie deshalb kaum mehr eingesetzt werden. Der Stellungskommandant hat eine Aufgabe ähnlich derjenigen eines Bataillonskommandanten. Um so bedauerlicher ist, daß er auf den 1. Januar 1972 mindestens rangmäßig abgewertet werden soll. Es ist jedoch denkbar, daß in gewissen Fällen Abteilungskommandant und Stellungskommandant ihre Rollen tauschen.

Die Führung des indirekten Feuers

Auf das Problem «Auf was schießt die Artillerie?» im modernen Krieg soll nicht näher eingetreten werden. Es existiert, muß studiert werden und kann nicht einfach, weil unbequem, negiert werden¹. Es ist aber im Grunde genommen kein besonderes Problem der Artillerie. Für andere Waffengattungen (Infanterie!) stellt es sich genau gleich. Für die Artillerie liegt die Antwort vielleicht bei den neuen Mitteln, wie «Pandora» oder «Medusa» und anderen mehr².

Zur Zielanalyse gehört nebst der Waffenwirkung auch der Zeitfaktor. Bezüglich Luftlandungen wurde schon darüber gesprochen.

Es ergeben sich folgende Forderungen:

Die Feuerkompetenz ist rechtzeitig und auf längere Frist im Sinne der Delegation zu regeln. Die Erfahrung lehrt, daß zentral behaltene Artillerie nicht zum Schuß kommt³.

Es darf auf keiner Stufe Umsprechstellen geben. Die Zeiten der Gruppenfeuerleitstellen sind eindeutig vorbei, ganz abgesehen davon, daß man mit mehreren Verbänden nicht gleichzeitig auf ein, sondern – wenn schon gleichzeitig – auf mehrere Ziele schießen soll. Die Lösung ist auf allen Stufen (Regiment-Abteilung, Abteilung-Batterie, Batterie-Geschütz) gleich: Festlegen der Reihenfolge der Wiederholung, wobei nur der erste Empfänger voll wiederholt, die andern durch Nennung ihrer Rufbezeichnung kundtun, daß sie verstanden haben. Die Sicherstellung der Verbindung geschieht durch klare Feuerunterstellungsbefehle, unbedingtes Verbleiben der Netzleitstationen auf ihrer Frequenz im 24-Stunden-Betrieb sowie konsequentes An- und Abmelden bei der Netzleitstation – alles Dinge, die in der Praxis längstens erprobt sind.

Da innerhalb der Abteilung das Mitschleppverfahren hinfällig wird, hat die Abteilungfeuerleitstelle einen neuen Aufgabenkreis. Sie wird zu einer Servicestelle für besondere technische Aufgaben, wie Verarbeitung von Wettermeldungen, Errechnen und A-jour-Halten der Unstimmigkeit, Aufgaben der Feuerplanung usw.

Befehlsgebung

Auszugehen ist von den «Produkten» und «Dienstleistungen», welche die Artillerie zu erbringen in der Lage ist:

- indirektes Feuer,
- direktes Feuer,
 - als Nahabwehr gegen «weiche» Ziele,
 - als Panzerabwehrfeuer,
- Verbindungen,
- Nachrichten,
- Transportkapazität.

Die verstärkte Integration dieser «Produkte» und «Dienstleistungen» in das Kampfdispositiv hat zur Folge, daß die Zuweisung der entsprechenden «Trägerorganisationen», nämlich

¹ Vergleiche hierzu im positiven Sinne: Major Hofstetter, «Artillerieeinsatz im modernen Abwehrkampf», in: ASMZ Nr. 3/1969.

² «Flächenwaffen gegen Panzerverbände», in: NZZ vom 5. Juli 1971, II.

³ Im Gegensatz zu TF, Ziffer 50, Absatz 2.

- Feuerleitorganisation (Gefechtsstand, Schießkommandanten),
 - Feuerkompetenz für indirektes Feuer (Allgemein-, Direktunterstützung),
 - Stellungsraum (direktes Feuer, Transporte),
- direkt im Operations- beziehungsweise Kampfgruppen-Einsatzbefehl geregelt werden muß. Denn diese Zuweisung betrifft nicht nur den Artilleristen, sondern sehr unmittelbar auch den taktischen Kommandanten. Damit erübrigen sich andererseits aber weitgehend die – entsprechend der heutigen «parkinsonistischen» Artilleriestabshierarchie – spezifischen, oft langatmigen und bisweilen reine Abschreibübungen enthaltenden allgemeinen Artilleriebefehle von Artilleriechef und Artillerie-Regimentskommandanten.

In der Absicht des höheren taktischen Führers geht es darum, zu erörtern, was er mit der Artillerie in erster Linie will, also beispielsweise in einer ersten Phase mit möglichst vielen Feuer-einheiten (Batterien) Luftlandungen in zum voraus bestimmten denkbaren Luftlanderäumen ohne Verzug vernichten, in einer zweiten Phase in Artilleriefeuerräumen auftauchenden Gegner bekämpfen und in einer dritten Phase durchgebrochenen Feind durch «gemischte» rückwärtige Stützpunkte (Artillerie, Füsilier, Flab) aufhalten.

In der Regel wird der Divisionskommandant dem Kommandanten einer Kampfgruppe (Infanterieregiment) die Auflage machen müssen, wo in seinem Raume gemischte Artilleriestützpunkte zu errichten sind, und zwar der Wirkungsmöglichkeit und Koordination des indirekten Feuers wegen. Oft wird eine Abteilung nicht zugunsten desjenigen Infanterieregimentes schießen, in dessen Raum die Stützpunkte liegen.

Sorgfalt ist auch bei der Zuweisung des Gefechtsstandes angezeigt, denn dieser ist das Nervenzentrum auf Stufe Abteilung bezüglich Nachrichten und Verbindungen im Beobachtungsraum (Feuerleitbatterie). Und welcher Infanterieregimentskommandant hat nicht am zweiten oder dritten Tag von Manöverübungen sein Regiment zeitweise mit den Artillerieübermittlungsmitteln geführt? Also gilt es bei der Mittelzuteilung zu spezifizieren, wohin die Feuerleitbatterien, allenfalls minus Feuerleitzüge oder minus einige Schießkommandanten, gehört. Die Zuweisung nur von Feuerleitzügen oder Schießkommandanten ist falsch.

Ohne ein Patentrezept geben zu wollen, soll versucht werden, zu skizzieren, wie der Abschnitt «Aufträge» eines Divisionsoperationsbefehles etwa aussehen könnte:

3.1 Inf Rgt 31

- | | |
|-----------------------------|-------------------------------------|
| – ... | – ... |
| + ... | – bekämpft bei Kampfbeginn mit |
| + Hb Flt Btr 21 (– 1 Flt Z) | Art Feuer Lla in der Thurebene |
| + Stelrm Hb Abt 21 | (b) |
| – Hb Btr III/21 | – errichtet und hält gemischte Art- |
| + Sch Hb Btr III/75 (d) | Stüpt in Lommis, Matzingen, |
| (+ 1 Füs Kp v. Rgt 31) (a) | Heiterschen-Wängi (Sch Hb) (c) |
| + Mob L Flab Btr I/7 | |
| + DU Hb Abt 22 | |
| MSR Pfyn ⁴ | |

3.2 Inf Rgt 33

- | | |
|----------------------------|------------------------------------|
| – ... | – ... |
| + ... | – ... |
| + Sch Hb Flt Btr 75 | – bekämpft bei Kampfbeginn mit |
| + Stelrm Sch Hb Abt 75 | Art Feuer Lla im Raume ... (b) |
| – Sch Hb Btr III/75 (d) | – errichtet und hält gemischte Art |
| + Hb Btr III/21 | Stüpt in X, Y, Z (Hb) (c) |
| (+ 1 Füs Kp v. Rgt 33) (a) | |
| + Mob L Flab Btr II/7 | |
| + DU Sch Hb Abt 75 | |
| MSR ... ⁴ | |

⁴ MSR = Mittlere Schußrichtung.

Bemerkungen

Es stellt sich natürlich stets die Frage, wie weit man bei der Befehlsgebung ins Detail gehen soll. Auf die Erwähnung der Füsilier könnte beispielsweise verzichtet werden, wenn deren Zuteilung eine Selbstverständlichkeit geworden ist (Note a). Auch der Auftrag der Luftlandebekämpfung «mit Artilleriefeuer» könnte eventuell ganz oder teilweise, weil selbstverständlich, entfallen, es sei denn, er liege eindeutig im Interessenbereich des oberen Führers (Note b). Und schließlich ist die Erwähnung des Haltens der Artilleriestützpunkte ebenfalls nicht unbedingt notwendig (Note c).

Die Mischung von Kalibern ergibt bessere Möglichkeiten betreffend Schußdistanzen. Es können somit – mindestens mit Teilen – Ziele auf weitere Entfernung mit Schweren Haubitzen beziehungsweise Schweren Kanonen bekämpft werden (Note d).

Im Falle des Inf Rgt 31 wird die Feuerleitorganisation mit Gefechtsstand sowie das direkte Feuer in Form gemischter Artilleriestützpunkte von der Abt 21 gestellt, das indirekte Feuer (Direktunterstützung) von der Abt 22. Beim Rgt 33 stammen alle drei Elemente von der Sch Hb Abt 75. Trotzdem ist die Abteilung nicht etwa unterstellt.

Zugegebenermaßen wird die Auftragstaktik, die durch das «Behaupten» eines Raumes wenigstens theoretisch eine Aufwertung erfahren hat, wieder etwas eingeschränkt. Aber war diese Einschränkung nicht schon bisher faktisch gegeben?

Schlußbetrachtung

Richtig verstanden, stellt das hier dargelegte Konzept nichts anderes dar als eine Offerte an den taktischen Führer, die Artillerie unter Ausschöpfung aller ihrer Möglichkeiten, oder eben «Produkte» und «Dienstleistungen», zu aktivieren und sie vor allem im Hauptabschnitt des Abwehrdispositivs einzusetzen, wie dies übrigens in allen Kriegen immer wieder zur Regel geworden ist. Um dies tun zu können, müssen wir gewisse Voraussetzungen technischer, vor allem aber führungsmäßiger Art erfüllen. Dazu gehört die Festlegung eindeutiger Verantwortlichkeiten auf allen Stufen. Der taktische Führer, in dessen Raum sich Artilleriestützpunkte befinden, ist für diese als solche verantwortlich. Er hat sie in sein Abwehrdispositiv zu integrieren.

Auf der andern Seite bedeutet diese Integration auch, daß die einmal eingegangene Partnerschaft nicht ohne weiteres geändert werden kann. Das hat schon immer bezüglich des indirekten Feuers gegolten, gilt nun aber auch für den Stellungsraum. Aber nur Utopisten glauben, man könne das Feuer oder sogar die Stellungsräume der Artillerie möglichst zentral geleitet im Sinne der «Schwergewichtswaffe des höheren taktischen Führers» hin und her schieben. Was er tun kann, ist lediglich, durch vorzeitige Zuteilung der Mittel Schwergewichte zu bilden, sowohl bezüglich indirekten Feuers zwecks rechtzeitiger und gleichzeitiger Bekämpfung von Zielen an verschiedenen Orten⁵ als auch bezüglich Stellungsraums zur Errichtung von gemischten Artilleriestützpunkten⁶.

⁵ Entgegen TF, Ziffer 50, Absatz 3, wo von örtlicher Feuerkonzentration mehrerer Artillerieverbände die Rede ist.

⁶ Eine Renaissance der Korpsartillerie (vgl. Oberst Tobler, «Unsere Artillerie», in: ASMZ Nr. 7/1971) wäre höchstens im Sinne dieser vorzeitigen Schwergewichtsbildung vertretbar. Skepsis gegen diese Renaissance ist jedoch vor allem aus andern Gründen (Zielanalyse, Zeitfaktor, Notwendigkeit der eingespielten Zusammenarbeit auf Stufe Kampfgruppe usw.) am Platze.